

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/L/60

21 avril 1995

(95-0975)

Original: anglais

ACCESSION DE L'ESTONIE

Communication de l'Estonie

Le Secrétariat a reçu du Ministère des affaires étrangères de la République d'Estonie la communication ci-après.

Aux fins de l'accession de l'Estonie à l'Organisation mondiale du commerce, veuillez trouver ci-joint la documentation suivante:

- Note concernant les services;
- Note concernant les droits de propriété intellectuelle en matière commerciale;
- Offre estonienne initiale en vue des négociations sur l'accès au marché;
- Note relative à la législation du commerce extérieur.

L'offre initiale en vue des négociations sur les engagements concernant les services a déjà été déposée.

Le projet de liste estonienne d'engagements spécifiques concernant le commerce des services a été distribué sous la cote WT/L/59.

La traduction anglaise de la Loi sur les établissements de crédit peut être consultée au Secrétariat (Division des accessions, bureau 2075).

Les notes mentionnées dans la communication de l'Estonie sont reproduites ci-après.

NOTE CONCERNANT LE COMMERCE DES SERVICES

Aucune des lois actuelles de l'Estonie n'est incompatible avec l' Accord général sur le commerce des services.

Selon la Loi sur les étrangers et l'Ordonnance sur la délivrance des permis de résidence et de travail aux étrangers, seuls les détenteurs d'un permis de résidence et de travail peuvent exercer un emploi en Estonie. Il est possible de demander un visa de 90 jours, mais les séjours temporaires sont limités à 30 jours et renouvelables. Le permis de résidence peut être demandé pour cinq ans au maximum. Le contingent d'immigration est de 1 000 par an, indépendamment des qualifications ou de l'origine des demandeurs.

La présence commerciale des sociétés étrangères doit prendre la forme d'une personne morale enregistrée en Estonie.

Les services sont réglementés par les lois ci-après:

Les services juridiques sont réglementés par les Statuts du Barreau (*Advokatuuri põhimäärus*) selon lesquels les investisseurs étrangers ne sont pas autorisés à participer à la création d'un cabinet juridique. Tous les avocats doivent appartenir au Barreau (*Advokatuur*). Pour y être admis, il faut en premier lieu travailler en qualité d'assistant auprès d'un avocat durant deux ans, puis passer un examen et travailler durant trois ans en qualité d'assistant principal; ensuite, il est possible de passer l'examen d'avocat. La Loi relative aux notaires (nommés par le Ministre de la Justice) ainsi qu'un projet de loi sur les conseils juridiques sont conformes à l'AGCS.

Les services de comptabilité, d'audit et de tenue de livres sont réglementés par la Loi relative à la tenue des livres et le Statut des auditeurs, qui sont conformes avec l'AGCS. Les auditeurs doivent obtenir une attestation du Conseil des auditeurs, constitué par le Ministre des Finances. Pour obtenir cette attestation, il faut avoir fait des études supérieures d'économie ou de droit et avoir au moins trois ans d'expérience en économie ou en droit.

Services d'architecture et de travaux publics. Pour le moment, ces services sont régis par un décret d'Etat selon lequel des permis d'exercer sont obligatoires. Cependant, le Parlement est saisi d'un projet de loi sur la planification et la construction d'ouvrages qui prescrit seulement l'obligation de compétence (les spécialistes doivent avoir une formation supérieure dans leur spécialité). Les permis d'exercer seront probablement exigés encore durant un an.

Les services médicaux et dentaires sont réglementés par un décret du Ministère des affaires sociales intitulé "Réglementation temporaire de l'Ordre des praticiens étrangers en Estonie". Il n'existe aucune interdiction, seule une attestation du Ministère des affaires sociales est obligatoire.

Services relatifs au tourisme et aux voyages. Aucune prohibition, seule une licence d'exploitation est exigée; minimum de conditions particulières pour l'hôtellerie. Décrets du Ministère de l'économie intitulés "Réglementation de la délivrance aux agences de voyages et organisateurs touristiques de licences d'Etat pour la prestation de services touristiques" et "Conditions générales et conditions minimales imposées aux particuliers et personnes morales pour la prestation de services d'hôtellerie".

Services de transport. Loi sur la circulation; Code de la marine marchande; Loi concernant l'aviation; Loi concernant les chemins de fer; Loi concernant les télécommunications. Aucune prohibition. Pour proposer des services de transport ou de communication, il faut obtenir (pour l'aéronautique, la navigation, les transports routiers ou ferroviaires et les communications) un permis

d'exploitation du Ministère des transports et des communications. Les permis d'exploitation seront abolis prochainement et ne sont déjà plus exigés pour la navigation maritime.

Dans le domaine des transports et des communications, il existe deux contrats de concession qui accordent des droits de monopole: en matière de navigation maritime, la concession pour le transport des passagers entre l'Estonie et la Suède a été accordée à la société "Estline"; dans le domaine des télécommunications, une concession a été accordée à "Eesti Telefon". Les dix années prévues dans l'AGCS pour la suppression des monopoles suffisent car la concession d'"Estline" est encore valable trois ans et celle d'"Eesti Telefon" huit ans. Les permis de transport des voyageurs et des marchandises ne sont délivrés qu'aux véhicules appartenant à des sociétés enregistrées en Estonie. Pour battre pavillon estonien, les navires transbordeurs doivent appartenir soit à des citoyens de la République estonienne, soit à une société à participation estonienne de 51 pour cent au minimum, dont le siège est situé en Estonie et qui conforme son exploitation au droit estonien.

Services bancaires et financiers. Loi concernant les établissements de crédit; Loi concernant la Banque d'Estonie; Loi concernant le marché des valeurs mobilières; Loi concernant les assurances; Loi concernant l'assurance automobile. Licences exigées dans les secteurs de l'assurance, de la banque et des valeurs mobilières. Toutes les dispositions de la Loi concernant les services bancaires et financiers sont conformes à l'AGCS.

Services informatiques et services connexes; services de recherche-développement. Aucune réglementation légale particulière.

Autres services fournis aux entreprises. Les prestataires de ces services doivent respecter les règles générales telles que le Code civil, la Loi concernant les biens immeubles, la Loi concernant les investissements étrangers, la Loi concernant la concurrence, la Loi concernant la publicité et la Loi concernant les entreprises.

Les services de location simple ou en crédit-bail sont réglementés par la Loi concernant les locations.

NOTE CONCERNANT LES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE EN MATIERE COMMERCIALE

LES DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE

Toutes les lois et tous les règlements concernant les droits de propriété industrielle actuellement en vigueur en Estonie, c'est-à-dire la Loi concernant les marques commerciales (en vigueur depuis le 1er octobre 1992), la Loi concernant les brevets (23 mai 1994) et la Loi concernant les modèles (23 mai 1994) sont pleinement conformes à l' Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

La Loi concernant le dessin industriel, la Loi concernant les désignations géographiques et la Loi concernant les plans et dessins en sont au stade des projets. Il sera apporté au Code pénal et au Code des infractions administratives des modifications et des adjonctions destinées à permettre la concrétisation des droits de propriété industrielle. Après leur adoption par le Riigikogu (Parlement) en 1995-1997, ces textes législatifs garantiront la mise en oeuvre de l'ADPIC.

DROITS D'AUTEUR ET DROITS APPARENTES

Analyse comparative de la législation estonienne.

Partie I: Dispositions générales et principes fondamentaux

1. La législation estonienne concernant le droit d'auteur et les droits apparentés se compose des textes suivants:

- L'article 39 de la Constitution du 28 juin 1992: "Les auteurs détiendront un droit inaliénable sur leurs créations. L'Etat protège les droits des auteurs";
- Loi du 11 novembre 1992 concernant le droit d'auteur, entrée en vigueur le 12 décembre 1992;
- Loi de 1993 concernant la concurrence, qui contient un chapitre spécialement consacré à la concurrence déloyale;
- Loi du 19 mai 1994 concernant les émissions publiques, qui contient certaines dispositions touchant au droit d'auteur;
- La Loi du 9 janvier 1995 modifiant et complétant le Code pénal et le Code des infractions administratives prévoit de nouvelles sanctions pénales et, pour la première fois, institue la responsabilité administrative pour les infractions au droit d'auteur et aux droits apparentés;
- La Résolution n° 40 du gouvernement, en date du 26 janvier 1995, qui a porté approbation de l'Ordonnance de recouvrement et de paiement des compensations pour l'utilisation des oeuvres audiovisuelles et des enregistrements sonores.

2. La Loi de 1992 concernant le droit d'auteur a été élaborée à partir de l' Acte de Paris complétant la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques et de la Convention internationale relative à la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome 1961), ainsi que des principes inclus dans

la Directive du Conseil de la CEE en date du 14 mai 1991, concernant la protection juridique des programmes d'ordinateurs (directive sur les logiciels). La Loi-cadre de l'OMPI concernant le droit d'auteur et les droits apparentés a servi elle aussi de modèle. Le projet de loi a été étudié par les experts de l'OMPI à leur satisfaction et a fait l'objet d'une évaluation de grands spécialistes du droit d'auteur de Finlande, de Suède et des Etats-Unis.

La Loi de 1992 concernant le droit d'auteur a porté abolition des dispositions du Titre IV, "Droit d'auteur", du Code civil de 1964. Dans le cadre de la réforme du droit en cours en Estonie, le Code civil de la République socialiste soviétique d'Estonie en date du 12 juin 1964 (et en vigueur depuis le 1er janvier 1995) est remplacé par un nouveau Code civil. Celui-ci consistera en cinq lois, sans la Loi concernant le droit d'auteur. Cependant, le Code civil comporte certaines dispositions du droit civil qui s'appliquent au droit d'auteur et aux droits apparentés.

Voici de quoi se compose le nouveau Code civil:

- I. La Loi sur les principes généraux du Code civil, en date du 28 juin 1994, qui a pris effet le 1er septembre 1994;
- II. La Loi concernant les biens du 9 juin 1993, en vigueur depuis le 1er décembre 1993, et la Loi sur l'application de la Loi concernant les biens, en date du 27 octobre 1993;
- III. La Loi du 12 octobre 1994 concernant la famille, entrée en vigueur le 1er janvier 1995;
- IV. La Loi concernant les obligations, qui sera vraisemblablement votée en 1995 et qui contiendra également un titre consacré spécialement aux contrats commerciaux qui faisait traditionnellement partie du Code des entreprises; enfin
- V. La Loi concernant les héritages, qui devrait être votée en 1995.

Le Code des entreprises qui constitue également la base juridique des activités fondées sur le droit d'auteur (activités culturelles) a été voté le 14 février 1995. Il fixe les règles concernant diverses formes d'entreprises (associations de personnes, sociétés anonymes par actions, sociétés à responsabilité limitée, etc.).

3. L'Estonie est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) depuis le 5 février 1994 (Journal Officiel II 1994, n° 1/2, page 77). La Loi sur la ratification de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a été votée le 25 août 1993 par le Parlement.

4. L'Estonie est partie à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques depuis le 26 octobre 1994. La Loi sur l'accession à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques a été adoptée le 18 mai 1994.

5. L'Estonie n'est pas partie à la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome de 1961), mais rien ne s'oppose à son adhésion puisque que la Convention a servi de modèle pour le chapitre VIII de la Loi estonienne concernant le droit d'auteur qui est consacré aux droits apparentés. La question de l'adhésion à la Convention de Rome est actuellement étudiée au Ministère de la culture et de l'éducation.

6. L'Estonie n'est pas partie à la Convention universelle sur le droit d'auteur (Genève 1952).

7. L'Estonie n'est pas partie non plus à la Convention de 1971 pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Convention sur les phonogrammes, Genève 1971). La question de son adhésion à cette convention est actuellement étudiée au Ministère de la culture et de l'éducation.

Partie II: Règles concernant l'octroi, l'étendue et l'utilisation des droits de propriété intellectuelle

Section 1: Droit d'auteur et droits apparentés

Article 9 - Relation avec la Convention de Berne

1. L'Estonie a accédé à la Convention de Berne (Acte de Paris, 1971) sans formuler de réserves.

La Loi estonienne concernant le droit d'auteur accorde aux auteurs des droits économiques, cessibles soit séparément, soit collectivement (paragraphe 11 et 13), et ses droits moraux (paragraphe 11 et 12).

Parmi les droits économiques figurent celui de reproduire l'oeuvre, le droit d'interprétation en public, le droit de distribution, le droit d'importation, le droit de traduction, le droit d'adaptation, le droit d'exposition, le droit de communication, etc. (paragraphe 13).

2. Conformément au paragraphe 4 1) de la Loi concernant le droit d'auteur, ce droit s'applique aux oeuvres littéraires, artistiques et scientifiques. Le terme "oeuvre", aux fins de cette loi, s'entend de tout résultat original d'une activité créatrice dans les domaines littéraire, artistique et scientifique, exprimé sous une forme objective et qui, sous cette forme, peut être connu et reproduit soit directement, soit par des moyens techniques (paragraphe 4 2)). Le droit d'auteur sur une oeuvre prend naissance au moment de la création de l'oeuvre, c'est-à-dire au moment où il lui est donné une forme objective qui en permette la connaissance et la reproduction.

Selon le paragraphe 5, les idées, images, notions, théories, procédés, systèmes, méthodes, concepts, principes, découvertes, inventions et autres résultats semblables de la création intellectuelle, décrits, exposés ou autrement exprimés dans une oeuvre, ne sont pas protégés par la Loi concernant le droit d'auteur.

Le paragraphe 4 3) donne une liste incomplète des oeuvres protégées par cette loi. Dans cette liste figurent également les oeuvres des arts appliqués et de modélisation. Après l'adoption de la Loi spéciale concernant les dessins industriels, ces dernières oeuvres seront elles aussi protégées en Estonie.

3. Le principe du traitement national est énoncé au paragraphe 3 de la Loi concernant le droit d'auteur.

4. L'auteur (une ou plusieurs personnes physiques) est détenteur au premier chef des droits moraux et économiques sur son oeuvre (paragraphe 28). Voici quelles sont les exceptions à ce principe général prévues dans la loi, concernant les droits économiques des auteurs:

- les droits économiques de l'auteur, pour l'utilisation de son oeuvre en vertu d'un contrat d'emploi, seront cédés à l'employeur, sauf clause contraire du contrat (paragraphe 32);
- le droit d'auteur sur une oeuvre audiovisuelle appartient à son ou ses auteurs - directeur, scénariste, compositeur, cameraman et décorateur - mais les droits économiques de l'auteur seront cédés au producteur de l'oeuvre, sauf clause contraire du contrat (paragraphe 33);

- le droit d'auteur sur une oeuvre collective appartient à la personne sur l'initiative et sous la direction de qui l'oeuvre a été créée et sous le nom de qui elle a été rendue publique, sauf clause contraire du contrat.

Une "oeuvre collective" est une oeuvre composée de contributions de plusieurs auteurs, qui ont été combinées en un tout par une personne physique ou morale de sa propre initiative et sous sa direction et qui a été rendue publique sous le nom de cette personne physique ou morale (travaux de référence, collections scientifiques, journaux d'information, revues et autres publications périodiques, etc.) (paragraphe 31).

5. L'exploitation d'une oeuvre par des tiers n'est autorisée qu'en cas de cession des droits économiques de l'auteur ou sous licence (exclusive ou non) accordée par l'auteur sous la forme d'un contrat d'auteur (paragraphe 46 et articles suivants du chapitre VII "Exploitation des oeuvres"). Les exceptions à cette règle sont exposées à l'article 13.

Article 10 - Programmes informatiques et compilations de données

1. Les programmes informatiques sont protégés en tant qu'oeuvres écrites ou littéraires (paragraphe 4 3) 3)).

Le chapitre IV de la Loi concernant le droit d'auteur, "Exploitation d'oeuvres sans le consentement de l'auteur et sans versement d'une rémunération", contient deux paragraphes sur l'exploitation gratuite des programmes informatiques. Le paragraphe 24, intitulé "Exploitation gratuite des programmes informatiques", et le paragraphe 25, "Utilisation gratuite d'extraits de programmes informatiques", reprennent les principes de la directive de la CEE sur les logiciels (1991).

2. Les "Recueils d'oeuvres et recueils d'information (y compris les bases de données)" sont directement cités dans la liste des oeuvres auxquelles s'applique le droit d'auteur (paragraphe 4 3) 22) de la Loi concernant le droit d'auteur). Un paragraphe spécial (paragraphe 34) est réservé au droit d'auteur échu aux compilateurs. Selon le paragraphe 34 1), la personne (le compilateur) qui, par son activité créatrice de choix et de codification de la documentation, a créé un recueil détiendra le droit d'auteur sur ce recueil. Cette protection ne s'étend pas aux données ni à la documentation proprement dites. Selon le paragraphe 34 4), les oeuvres protégées par le droit d'auteur ne peuvent être codifiées et incluses dans un recueil, sous leur forme originale ou sous une autre forme, qu'avec le consentement de l'auteur ou de ses héritiers, sauf dans les cas prévus au chapitre IV de la Loi concernant le droit d'auteur. Le compilateur est tenu de respecter le droit de l'auteur sur les oeuvres incluses dans le recueil.

Article 11 - Droits de location

Selon le paragraphe 13 2) de la Loi concernant le droit d'auteur, les auteurs d'oeuvres audiovisuelles, d'oeuvres cinématographiques, d'oeuvres incluses dans des phonogrammes, de programmes informatiques et d'oeuvres qui peuvent être utilisées au moyen d'un ordinateur ou d'autres dispositifs techniques, ainsi que leurs successeurs en titre, ont le droit d'autoriser ou non la location ou toute exploitation publique de leurs oeuvres.

Article 12 - Durée de la protection

1. En règle générale, le droit d'auteur est valable pour la durée de la vie de l'auteur et encore 50 ans après son décès (paragraphe 38 1)).

2. Le droit d'auteur sur une oeuvre rendue publique dans les 50 ans suivant le décès de son auteur a une durée de 50 ans à compter de sa publication légale (paragraphe 38 2)).
3. Le droit d'auteur sur une oeuvre créée en commun par deux personnes ou davantage (propriété commune) durera toute la vie du dernier auteur survivant et 50 ans après son décès (paragraphe 39).
4. Le droit d'auteur sur une oeuvre rendue publique de façon anonyme ou sous un pseudonyme durera 50 ans après la publication légale de l'oeuvre mais si, durant ce laps de temps, l'auteur révèle son nom véritable, ou si sa qualité d'auteur est établie d'autre manière, le droit d'auteur durera pendant la vie de l'auteur plus 50 ans encore (paragraphe 40).
5. Le droit d'auteur sur une oeuvre collective, le droit d'auteur du producteur sur les oeuvres audiovisuelles ou cinématographiques et le droit d'auteur sur une oeuvre photographique subsisteront environ 50 ans après la publication légale de l'oeuvre. Si l'oeuvre n'a pas été rendue publique dans les 50 ans suivant sa création, le droit d'auteur subsistera 50 ans après cette création (paragraphe 41).
6. Le droit d'auteur sur les oeuvres d'art appliqué subsistera 25 ans après leur création (paragraphe 42).
7. La durée du droit d'auteur part du 1er janvier de l'année suivant le décès de l'auteur ou la publication légale de l'oeuvre, ou encore sa création (paragraphe 43).

Article 13 - Limitations et exceptions

1. Les limitations à l'exclusivité des droits de l'auteur figurent au chapitre IV, "Exploitation des oeuvres sans le consentement de l'auteur et sans paiement d'une rémunération", de la Loi concernant le droit d'auteur. L'exploitation d'une oeuvre sans le consentement de l'auteur et sans paiement d'une rémunération (exploitation gratuite) n'est autorisée que dans les cas directement prévus aux paragraphes 18 à 25 de la Loi concernant le droit d'auteur, à condition que cette exploitation n'entre pas en conflit avec l'exploitation normale de l'oeuvre et ne porte pas préjudice aux intérêts légitimes de l'auteur (paragraphe 17). Dans cette exploitation gratuite figurent:

- la reproduction gratuite d'oeuvres à certaines fins scientifiques, pédagogiques, d'information, juridiques ou administratives (paragraphe 19);
- la reproduction gratuite des oeuvres par les bibliothèques, archives et musées dans certains cas (paragraphe 20);
- l'exploitation gratuite de reproductions des oeuvres installées en permanence dans des lieux publics (paragraphe 21);
- la représentation publique d'oeuvres dans les établissements d'enseignement, dans certaines limites (paragraphe 22);
- la réalisation d'enregistrements de courte durée par des organismes de radio ou de télévision (paragraphe 23);
- l'exploitation gratuite, dans certains cas, de programmes informatiques (paragraphe 24) et l'utilisation d'extraits de programmes informatiques, dans certains cas (paragraphe 25).

2. La Loi estonienne concernant le droit d'auteur ne contient aucune disposition sur l'octroi obligatoire de licences.

3. La Résolution n° 40 du gouvernement, en date du 26 janvier 1995, prescrit les modalités de l'application des articles 26 et 27 de la Loi concernant le droit d'auteur. Conformément à ces articles, les auteurs, interprètes ou exécutants et producteurs de phonogrammes doivent recevoir une compensation pour la reproduction à usage privé de leurs oeuvres audiovisuelles ou enregistrements du son. La rémunération adéquate, dont le montant est établi chaque année par le Ministère de la culture et de l'éducation, doit être versée par les producteurs et importateurs de dispositifs techniques de reproduction à usage privé de bandes magnétiques non enregistrées, de cassettes et d'autres matériels apparentés. L'organisme chargé de percevoir cette rémunération est la Société des Auteurs. La perception et la répartition des rémunérations prennent effet au 1er avril 1995.

Article 14 - Protection des interprètes, producteurs de phonogrammes et organismes de radio et de télévision

1. Les droits des interprètes, producteurs de phonogrammes et organismes de radio et de télévision sont exposés au chapitre VIII de la Loi concernant le droit d'auteur.

2. D'après le paragraphe 65, l'interprète détient des droits moraux et économiques sur les interprétations.

L'interprète d'une oeuvre a le droit exclusif d'en exploiter l'interprétation et d'en autoriser l'exploitation par des tiers, ainsi que le droit de percevoir à ce titre une rémunération, convenue entre les parties, sauf dans les cas convenus prescrits au paragraphe 75, "Limites des droits apparentés au droit d'auteur", de la Loi concernant le droit d'auteur (paragraphe 67).

Il n'est permis qu'avec l'autorisation de l'interprète:

- 1) d'enregistrer une interprétation sur disque, bande sonore ou vidéo, pellicule, etc.;
- 2) de reproduire une interprétation enregistrée;
- 3) d'émettre l'interprétation à la radio ou à la télévision;
- 4) de rendre publique au moyen d'un dispositif technique l'interprétation en dehors du lieu où elle est effectuée;
- 5) d'utiliser séparément l'enregistrement sonore et celui de l'image lorsqu'ils ont été effectués ensemble et constituent un tout (paragraphe 67).

3. Conformément au paragraphe 70 de la Loi concernant le droit d'auteur, il n'est permis qu'avec l'autorisation du producteur des phonogrammes:

- 1) de reproduire ses phonogrammes;
- 2) d'en importer des copies;
- 3) de louer ou d'exploiter de toute autre manière des copies de ses phonogrammes.

4. Selon le paragraphe 73 de la Loi concernant le droit d'auteur, il n'est permis qu'avec l'autorisation de l'organisme de radio ou de télévision:

- 1) d'enregistrer une émission;
- 2) de reproduire les émissions enregistrées;
- 3) de réémettre une émission (à la radio ou à la télévision) (paragraphe 73).

5. La protection offerte par la Loi estonienne concernant le droit d'auteur aux interprètes, producteurs de phonogrammes et organismes de radio et de télévision subsiste 50 ans. Cette durée est calculée depuis la première interprétation de l'oeuvre si elle n'est pas enregistrée, ou de sa première présentation publique si elle a été enregistrée (interprètes), de sa première offre au public (producteurs de phonogrammes) ou de sa première émission (organismes de radio ou de télévision). La durée est calculée à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de la présentation au public ou de l'émission (paragraphe 74).

6. Les limites des droits en question, prescrites au paragraphe 75 de la Loi concernant le droit d'auteur, sont celles que permet la Convention de Rome.

Partie III: Imposition du respect des droits de propriété intellectuelle

Article 1 - Obligations générales

1. Selon le paragraphe 79 de la Loi concernant le droit d'auteur, les infractions aux droits des auteurs, interprètes, producteurs de phonogrammes et organismes de radio et de télévision sont passibles de sanctions civiles, administratives ou pénales.
2. La réforme judiciaire a été achevée en 1993 en Estonie. Elle prévoit trois instances - les tribunaux urbains (de comté), les tribunaux de district et le Tribunal national à Tartu. Il existe également des tribunaux administratifs à Tallinn, Tartu et Narva. Des juges administratifs siègent dans les tribunaux urbains et de comté. Il n'existe pas en Estonie de tribunaux spéciaux pour statuer sur les droits de propriété intellectuelle (des auteurs).
3. Le Ministère de la culture et de l'éducation est chargé de veiller au respect du droit d'auteur et des droits apparentés ainsi qu'à leur administration en Estonie. Tous les projets de loi dans ces domaines ont été rédigés par ce ministère.

Article 2 - Procédures civiles et administratives et réparations

1. Les réparations civiles en cas d'infraction aux droits moraux et économiques des auteurs sont prévues dans la Loi concernant le droit d'auteur ainsi que dans le Code civil.

La protection de ces droits peut être assurée par les tribunaux de la façon suivante:

- 1) par la reconnaissance des droits;
- 2) par l'arrêt des infractions ou la limitation des activités qui en accroissent le risque (interdiction de la reproduction de l'oeuvre, de l'enregistrement d'une interprétation ou de leur distribution, etc.);
- 3) par le rétablissement de la situation précédant l'infraction;
- 4) par l'obligation faite à l'autre partie de respecter le contrat ou de le dénoncer;

- 5) par l'élimination des effets de l'infraction;
- 6) par le recouvrement d'une compensation matérielle du dommage moral;
- 7) par la saisie au profit de la personne qui a subi un dommage du profit réalisé par l'auteur de l'infraction;
- 8) par l'octroi d'une compensation des dommages subis;
- 9) par d'autres moyens prescrits par la loi (paragraphe 80 de la Loi concernant le droit d'auteur).

2. Parmi les dispositions du droit civil figurent également la destruction, la modification ou la saisie des copies illicites ou des dispositifs techniques utilisés pour leur confection (paragraphe 81 de la Loi concernant le droit d'auteur).

3. Les questions pratiques liées à la protection des droits contre les infractions en droit civil sont réglementées par le Code de procédure civile du 19 mai 1993, qui est conforme aux dispositions de l'article 2 du Titre III de l'ADPIC.

Les parties à la procédure ont le droit de se faire représenter par des avocats indépendants (qui sont en règle générale des membres du Barreau d'Estonie choisis par les parties à cet effet). La procédure adoptée comportera un moyen d'identifier et de protéger les informations confidentielles.

4. La Loi du 9 janvier 1995 concernant les amendements au Code pénal et au Code des infractions administratives comprend pour la première fois une disposition spéciale (article 184) qui prescrit des sanctions administratives en cas d'infraction au droit d'auteur et aux droits apparentés, à savoir des amendes et des peines administratives de privation de liberté.

Le Code des infractions administratives

Article 184 - Infractions au droit d'auteur et aux droits apparentés

- 1) La reproduction illicite d'oeuvres soumises au droit d'auteur, y compris les programmes informatiques, les bases électroniques de données et les oeuvres audiovisuelles, les interprétations d'oeuvres, les phonogrammes et les programmes de radio et de télévision, est passible d'une amende équivalant à 200 salaires quotidiens au maximum.
- 2) L'altération ou la confection illicites de copies, ainsi que la location simple ou en crédit-bail, l'offre à la vente ou à la location, l'exposition, la distribution, l'interprétation d'oeuvres, leur émission ou toute autre exploitation illicite d'oeuvres, de phonogrammes ou de programmes de radio ou de télévision protégés par le droit d'auteur, sont passibles d'une amende équivalant à 200 salaires quotidiens au maximum, ou d'une peine administrative de privation de liberté d'une durée maximale de 15 jours.
- 3) La communication au public, sans le consentement de l'auteur ou de l'interprète, de leur nom si l'oeuvre a été rendue publique sous un pseudonyme ou sous l'anonymat, ainsi que les atteintes à l'intégrité d'une oeuvre ou à l'ordonnance de sa présentation publique, sont passibles d'une amende équivalant à 200 salaires quotidiens au maximum, ou d'une peine administrative de privation de liberté d'une durée maximale de 20 jours.

- 4) Les infractions aux règlements prescrivant le versement d'une rémunération prévue aux articles 15, 26 et 27 de la Loi concernant le droit d'auteur sont passibles d'une amende équivalant à 100 salaires quotidiens au maximum.
- 5) La vente, la location simple ou en crédit-bail, l'offre à la vente ou à la location, l'exposition, la distribution ou toute autre utilisation illicites de matériels ou dispositifs techniques conçus pour supprimer un moyen de protection contre la reproduction illicite d'oeuvres, interprétations, phonogrammes ou programmes de radio ou de télévision protégés par le droit d'auteur, ou pour supprimer un dispositif de protection contre la réception illicite de signaux transmis par satellites ou par câble, sont passibles d'une amende équivalant à 200 salaires quotidiens au maximum, ou d'une peine administrative de privation de liberté de 15 jours au maximum.

Article 4 - Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière

La Loi douanière du 15 septembre 1993, qui a pris effet le 1er novembre 1993, constitue la base juridique des mesures de protection contre l'importation et l'exportation d'objets piratés sous droit d'auteur. La Loi douanière prévoit également des sanctions en cas d'infraction aux règlements des douanes.

Article 5 - Procédures pénales

1. La Loi du 9 janvier 1995 portant amendement du Code pénal et du Code des infractions administratives a apporté des modifications fondamentales au Code pénal. Il est maintenant prescrit expressément que "les copies d'oeuvres réalisées en infraction à la Loi concernant le droit d'auteur peuvent faire l'objet de mesures de saisie spéciales" (paragraphe 33 5)).

En cas d'infraction aux droits moraux de l'auteur ou des interprètes (plagiat, etc.), la sanction est une amende ou une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum. Le Code pénal énumère désormais les infractions aux droits économiques des auteurs, interprètes, producteurs de phonogrammes et organismes de radio et de télévision qui sont passibles de sanctions pénales, soit une amende ou une peine d'emprisonnement de trois ans au maximum. L'amende peut équivaloir jusqu'à 300 salaires quotidiens. Ces salaires seront calculés sur la base du revenu quotidien moyen, impôt déduit, du condamné et compte tenu de sa situation familiale et économique (paragraphe 28 du Code pénal).

L'imposition de sanctions pénales est subordonnée à trois conditions:

- 1) si une sanction administrative a été imposée au coupable pour le même acte;
- 2) si l'acte illicite a été accompli à des fins commerciales; ou
- 3) si l'acte a entraîné un préjudice économique majeur pour le détenteur du droit d'auteur ou de droits apparentés.

Code pénal

Article 136 - Infraction au droit d'auteur et aux droits apparentés

- 1) La publication d'une oeuvre sous copyright, l'exécution d'une oeuvre, d'un phonogramme ou d'un programme de radio ou de TV sous son propre nom (plagiat), comme toute autre infraction au droit d'auteur, seront passibles d'une amende ou d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à deux ans.

- 2) La reproduction, la vente, la location, la location-vente, l'interprétation, l'émission, l'offre pour la vente ou la location, l'exposition, la distribution, l'importation et l'exportation illicites, de même que toute autre utilisation illégale (contrefaçon) d'oeuvres sous copyright, y compris les programmes informatiques, les bases électroniques de données et les oeuvres audiovisuelles, les interprétations d'oeuvres, les phonogrammes et les programmes de radio et de TV, seront passibles d'une amende ou d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans si l'acte illicite a été accompli à des fins commerciales ou si une pénalité administrative a été imposée au coupable pour le même acte, ou encore si ledit acte a causé un dommage économique majeur au détenteur du droit d'auteur ou de droits apparentés.
- 3) La production, la vente, la location, la location-vente, l'offre pour la vente ou la location, l'exposition, la distribution, l'importation ou toute autre utilisation illicites d'un matériel ou d'appareils techniques conçus pour l'enlèvement du dispositif de protection contre la reproduction illicite d'oeuvres sous copyright, y compris les programmes informatiques, les bases électroniques de données et les oeuvres audiovisuelles, les interprétations d'oeuvres, les phonogrammes et les programmes de radio et de télévision, ou pour l'enlèvement du dispositif de protection contre la réception illicite de signaux transmis par satellites ou par câble, seront passibles d'une amende ou d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans si l'acte illicite a été accompli à des fins commerciales ou si une pénalité administrative a été imposée au coupable pour le même acte, ou encore si ledit acte a causé un dommage économique majeur au détenteur du droit d'auteur ou de droits apparentés.

Partie V: Prévention et règlement des différends

1. La Loi estonienne concernant le droit d'auteur (paragraphe 82) envisageait la création au Ministère de la culture et de l'éducation d'une Commission du droit d'auteur qui pouvait intervenir en qualité d'arbitre entre les parties. Cette commission a étudié deux affaires, concernant les montants à payer, entre la Société estonienne des Auteurs et des organismes de radio ou de télévision. Lors d'un différend survenu en août 1994, un compromis a été trouvé; en janvier 1995, un autre différend restait en cours, et il viendra probablement devant les tribunaux.

2. Exercice collectif des droits

1. La fondation juridique de la création de sociétés des auteurs en Estonie est le chapitre IX de la Loi de 1992 concernant le droit d'auteur, "Exercice collectif des droits".

2. La Société estonienne des Auteurs (EAÜ: Eesti Autorite Ühing) a commencé à fonctionner au début de 1992. Depuis mai 1993, l'EAÜ est membre du CISAC.

L'EAÜ est composée de membres et elle en comptait 375 au 1er mars 1995. Elle a conclu des accords de coopération avec ses sociétés homologues de 13 pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Finlande, la Suède, le Danemark, l'Autriche, la Suisse, la Hongrie, la Lituanie, etc.

A compter de 1993, l'EAÜ a eu, parmi ses tâches les plus importantes, celle de rédiger et de conclure des contrats avec les utilisateurs d'oeuvres musicales. Les organisateurs de concerts, les organismes de radio et de télévision d'Etat et privés, ainsi que des restaurants, ont figuré parmi les négociateurs de ces contrats. L'EAÜ a entrepris des négociations avec les cinémas et elle les mènera ensuite avec les magasins, les entreprises de transport et les organisations sportives.

Les exploitants d'oeuvres sous droit d'auteur ne s'opposent en général pas à la rémunération des auteurs, mais des litiges se produisent lorsqu'il s'agit d'en établir le montant. Comme il n'existe

en Estonie aucune pratique bien établie sur ce point, les négociations sont dures et n'aboutissent parfois à rien. Dans ce dernier cas, l'EAÜ a l'intention d'engager des actions en justice.

3. En septembre 1994, il s'est fondé à Tallinn une nouvelle administration collective - Eesti Audiovisuaalautorite Ühing (Association estonienne des auteurs d'oeuvres audiovisuelles, EAAÜ) qui doit représenter principalement les auteurs d'oeuvres audiovisuelles. Les statuts de l'Association n'avaient pas encore été officiellement déposés le 1er mars 1995, mais elle a entrepris un projet ambitieux de lutte contre le piratage de bandes vidéo en Estonie. Selon ses statuts, la nouvelle association est exclusivement composée de ses membres, mais elle peut également représenter des producteurs et d'autres personnes intéressées en vertu de contrats spéciaux.

Partie VII: Dispositions finales

La réforme estonienne du droit d'auteur va probablement franchir une nouvelle étape en 1995. Le Ministère de la culture et de l'éducation envisage d'entreprendre la rédaction d'un projet d'amendement à la Loi concernant le droit d'auteur. Ce projet visera non seulement à régler de façon plus complète certaines questions mais également à réviser certains droits d'auteur et droits apparentés sur le plan théorique au vu de l'évolution récente de la situation au GATT, dans l'Union européenne et à l'OMPI, et compte tenu également des nouvelles lois adoptées dans d'autres pays.

Offre initiale de l'Estonie pour les négociations
sur l'accès aux marchés

Chapitres 1 à 24 du SH

Chapitres du SH	Droits NPF	
	Ad valorem	Spécifiques
0101	50%	
0102	20%	+ 26,000 EEK/T
0103		12,000 EEK/T
0104		23,000 EEK/T
0105		10,000 EEK/T
0106	50%	
0201	20%	+ 90,000 EEK/T
0202	20%	+ 90,000 EEK/T
0203		30,000 EEK/T
0204	20%	+ 90,000 EEK/T
0205	50%	
0206	20%	+ 90,000 EEK/T
0207		40,000 EEK/T
0208	50%	
0209		10,000 EEK/T
0210	20%	+ 90,000 EEK/T
0301	50%	
	50%	
0302	50%	
0303	50%	
0304	50%	
0305	50%	
0306	50%	
0307	50%	
0401		50,000 EEK/T
0402		50,000 EEK/T
0403	20%	+ 50,000 EEK/T
0404		50,000 EEK/T
0405		66,000 EEK/T
0406		66,000 EEK/T

Chapitres du SH	Droits NPF	
	Ad valorem	Spécifiques
0407		3,000 EEK/T
0408		40,000 EEK/T
0409	50%	
0410	50%	
0501	50%	
0502	50%	
0503	50%	
0504	50%	
0505	50%	
0506	50%	
0507	50%	
0508	50%	
0509	50%	
0510	50%	
0511	50%	
0601	50%	
0602	50%	
0603	50%	
0812	50%	
0813	50%	
0814	50%	
0901	50%	
0902	50%	
0903	50%	
0904	50%	
0905	50%	
0906	50%	
0907	50%	
0908	50%	
0909	50%	
0910	50%	
1001		4,000 EEK/T
1002		4,000 EEK/T

Chapitres du SH	Droits NPF	
	Ad valorem	Spécifiques
1003		4,000 EEK/T
1004		4,000 EEK/T
1005		4,000 EEK/T
1006		4,000 EEK/T
1007	50%	
1008	20%	+ 8,000 EEK/T
1101		8,000 EEK/T
1102		8,000 EEK/T
1103		8,000 EEK/T
1104		8,000 EEK/T
1105	50%	
1106	50%	
1107		6,000 EEK/T
1108		6,000 EEK/T
1109		15,000 EEK/T
1201	50%	
1202	50%	
1203	50%	
1204	50%	
1205	50%	
1206	50%	
1207	50%	
1208	50%	
1209	50%	
1210	50%	
1211	50%	
1212		5,000 EEK/T
1213	50%	
1214	50%	
1301	50%	
1302	50%	
1401	50%	
1402	50%	

Chapitres du SH	Droits NPF	
	Ad valorem	Spécifiques
1403	50%	
1404	50%	
1501	20%	+ 5,000 EEK/T
1502	50%	
1503	50%	
1504	50%	
1505	50%	
1506	50%	
1507	50%	
1508	50%	
1509		35,000 EEK/T
1510		35,000 EEK/T
1511	50%	
1512	50%	
1513	50%	
1514	50%	
1515	50%	
1516	50%	
1517	20%	+ 8,000 EEK/T
1518	50%	
1519	50%	
1520	50%	
1521	50%	
1522	20%	+ 11,000 EEK/T
1601	20%	+ 43,000 EEK/T
1602	20%	+ 87,000 EEK/T
1603	50%	
1604	50%	
1605	50%	
1701		10,000 EEK/T
1702		10,000 EEK/T
1703		8,000 EEK/T
1704	20%	+ 5,000 EEK/T

Chapitres du SH	Droits NPF	
	Ad valorem	Spécifiques
1801	50%	
1802	50%	
1803	50%	
1804	50%	
1805	50%	
1806	20%	+ 9,000 EEK/T
1901	20%	+ 5,000 EEK/T
1902		16,000 EEK/T
1903	20%	+ 4,000 EEK/T
1904	20%	+ 13,000 EEK/T
1905	20%	+ 17,000 EEK/T
2001	50%	
2002	50%	
2003	20%	+ 5,000 EEK/T
2004	50%	
2005	50%	
2006	30%	+ 5,000 EEK/T
2007	30%	+ 5,000 EEK/T
2008	30%	+ 1,000 EEK/T
2009	40%	+ 5,000 EEK/T
2101	20%	+ 6,000 EEK/T
2102	20%	+ 11,000 EEK/T
2103	50%	
2104	50%	
2105	30%	+ 2,000 EEK/T
2106	20%	+ 22,000 EEK/T
2201	50%	
2202	20%	+ 6,000 EEK/T
2203	50%	
2204	30%	+ 3,000 EEK/hl + 5,000 EEK/T
2205		300 EEK/hl
2206		500 EEK/hl

Chapitres du SH	Droits NPF	
	Ad valorem	Spécifiques
2207		500 EEK/hl
2208		30 EEK(% vol./hl) + 200 EEK/hl
2209		200 EEK/hl
2301	50%	
2302		3,000 EEK/T
2303		10,000 EEK/T
2304	50%	
2305	50%	
2306	50%	
2307		40 EEK/kg 100% alc.
2308	50%	
2309		30,000 EEK/T
2401	100%	
2402	100%	
2403	100%	

Le taux de change de la couronne estonienne est fixé à 1 DM = 8 EEK.

Offre initiale de l'Estonie pour les négociations
sur l'accès aux marchés

Chapitres 25 à 97 du SH

Chapitres du SH	Taux des droits (% ad valorem)	
	NPF	Préférentiels
25	8	3,5
26	0	0
27	15	4,5
28	18	10
29	23	12
30	25	12
31	16	11
32	22	10
33	18	7
34	19	7
35	20	12
36	16	6
37	23	8
38	19	8
39	23	12,5
40	22	10
41	12	7
42	22	12
43	24	6
44	18	10
45	12	8
46	18	6
47	0	0
48	23	12
49	19	7
50	17	7,5
51	15	6
52	19	10
53	21	14

Chapitres du SH	Taux des droits (% ad valorem)	
	NPF	Préférentiels
54	21	9,5
55	21	9
56	19	7
57	28	14
58	23	14
59	21	12
60	20	12
61	23	14
62	22	14
63	22	14
64	20	20
65	19	6
66	20	8
67	22	5,5
68	15	3,5
69	27	10
70	25	12,5
71	17	8,5
72	11	6
73	19	6
74	18	6,5
75	15	5
76	21	10
78	17	7
79	15	8
80	15	5
81	14	7
82	19	5
83	19	6
84	20	6
85	22	10
86	15	5
87	29	9

Chapitres du SH	Taux des droits (% ad valorem)	
	NPF	Préférentiels
88	18	6
89	13	5
90	20	7
91	18	6
92	22	6
93	19	6
94	22	7
95	25	7
96	26	7,5
97	0	0

NOTE CONCERNANT LA LEGISLATION DU COMMERCE EXTERIEUR

L'Estonie a l'honneur d'informer le Secrétariat de l'OMC que les lois ci-après ont été adoptées cette année. Malheureusement, aucune n'a été encore traduite. Leur version en langue anglaise sera envoyée au Secrétariat dès qu'elle sera disponible.

1. La Loi concernant la valeur en douane a été adoptée par le Riigikogu (Parlement) le 15 février 1995 et entrera en vigueur le 1er janvier 1996. La loi, qui énonce les principes et les méthodes du calcul de la valeur en douane, s'appuie sur l'article VII du GATT. Selon ses dispositions, la valeur en douane des marchandises importées est essentiellement leur valeur de transaction si les conditions prescrites sont remplies. La valeur de transaction des marchandises importées est le prix effectivement payé lorsque ces marchandises sont vendues en vue de leur exportation vers l'Estonie. Cette valeur peut, en cas de besoin, être ajustée en fonction d'éléments à inclure dans la valeur en douane et des prélèvements au titre des intérêts à inclure dans cette valeur. La loi précise également les méthodes de détermination de la valeur en douane lorsqu'il est impossible de se fonder sur la valeur de transaction.

2. La Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles a été adoptée par le Riigikogu le 8 février 1995 et entrera en vigueur le 1er avril 1995. Les véhicules importés sont frappés, de même que les véhicules automobiles produits en Estonie, du droit d'accise en fonction de leur cylindrée et de leur âge. Les droits d'accise calculés sur ces deux bases s'ajouteront aux fins de perception. En général, tous les véhicules automobiles de 3 000 cm³ de cylindrée sont taxés à raison de 1 EEK/cm³ et ceux de plus de 3 000 cm³ au taux de 3 EEK/cm³. Le droit d'accise sur les véhicules automobiles neufs est de 1 000 EEK. Les véhicules automobiles d'occasion âgés de 1 à 12 ans sont taxés à raison de 100 EEK par an et ceux de 13 ans ou plus à raison de 150 EEK par an calculés à partir de l'année de production.

Le droit d'importation de 10 pour cent perçu actuellement sur les véhicules automobiles sera aboli après l'entrée en vigueur de la loi.

3. La Loi concernant les produits alimentaires a été adoptée par le Riigikogu le 9 février 1995 et entrera en vigueur le 1er mai 1995. Son but est de garantir la bonne qualité des produits alimentaires concurrentiels sur le plan international et inoffensifs pour la santé de l'être humain, ainsi que de permettre un contrôle et une surveillance uniformes des produits alimentaires sur le territoire estonien et à la frontière quand ils sont importés.

La loi énonce les prescriptions applicables aux produits alimentaires, à leur traitement, à leur exportation, à leur importation et à leur surveillance, ainsi qu'à l'organisation des contrôles et aux sanctions en cas d'infraction. Elle oblige les importateurs de produits alimentaires (qui doivent être des personnes morales conformément à la législation estonienne) à obtenir une licence à compter du 1er janvier 1996.

4. Le Code commercial a été adopté par le Riigikogu le 15 février 1995 et entrera en vigueur le 1er septembre 1995. Ce code prescrit, pour les entreprises, six formes juridiques (l'entreprise individuelle (personne physique), la société de personnes, la société en commandite simple, la société à responsabilité limitée, l'association sans but lucratif et la société en commandite par actions), ainsi que l'ouverture du Registre du commerce. Le montant du capital social minimal est lui aussi prescrit (dans le cas des sociétés à responsabilité limitée, il est de 40 000 EEK et dans celui des sociétés en commandite par actions, de 40 000 EEK également), en ménageant pour sa constitution une période de transition de quatre ans. S'il s'agit d'une entreprise nouvelle, le capital-actions doit être versé sur le champ dans sa totalité. Le code prescrit également que les parts de fondateur des sociétés en commandite par actions doivent être identiques aux autres du point de vue valeur nominale et droits

de vote. S'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, le partage des parts peut être effectué d'autre façon.

A côté des lois ci-dessus, déjà adoptées, nous souhaitons également informer le Secrétariat que les autorités estoniennes ont pris les dispositions suivantes pour améliorer le régime commercial du pays:

- pour mieux réglementer le régime et les formalités de licence, le gouvernement a obligé tous les ministères et tous les départements habilités à délivrer des licences d'exploitation à motiver leurs décisions concernant l'opportunité de continuer à ou de cesser de délivrer ces licences, ainsi qu'à formuler leurs propositions concernant la nécessité d'adopter de nouveaux textes juridiques ou de modifier ceux qui sont en vigueur dans ce domaine. Les propositions reçues seront débattues par le gouvernement en mai;
- les Premiers Ministres d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont débattu des plans en vue de la création de l'Union douanière de la Baltique au 1er janvier 1998 et ont conclu qu'il était nécessaire de créer cette Union afin de faciliter et de garantir le mouvement des marchandises et des services entre les Etats baltes. Leur résolution a été signée le 13 février 1995.

En référence à la question 29 du document L/7529/Add.2 du GATT, en date du 10 février, veuillez trouver ci-joint la version anglaise de la Loi concernant les établissements de crédit, adoptée le 15 décembre 1994.